Article paru dans *Junge Freiheit*

Vladimir Poutine

On se demandait comment Vladimir Poutine allait faire pour conserver le pouvoir, la Constitution russe lui interdisant de briguer l'an prochain un nouveau mandat présidentiel. Le suspense est maintenant levé : aux élections de mars 2008, Poutine sera candidat au poste de Premier ministre sous l'étiquette du parti majoritaire, « Russie unie ». Autant dire qu'il est par avance sûr d'être élu. Et qu'il continuera à gouverner comme auparavant. Mais pour faire quoi ?

Sur le plan intérieur, afin de faire renaître une « Russie forte, moderne et internationalement respectée », il va bien entendu continuer de restaurer l'autorité de l'Etat, à lutter contre la corruption, à diminuer le pouvoir des « oligarques » et des mafieux. Tâche difficile dans un pays où, selon la *Rossiiskaia Gazeta*, journal officiel du Kremlin, les pots-de-vin et les détournement de fonds au préjudice de l'Etat représentent le quart du budget annuel du pays.

Mais c'est dans le domaine de la politique étrangère qu'il faut sans doute s'attendre aux initiatives les plus importantes.

Après la dissolution de l'Union soviétique, les Américains avaient d'abord connu une période faste dans leurs relations avec le Kremlin. C'était l'époque où l'on rêvait à Washington d'un « nouveau siècle américain ». Dès la fin 1991, des conseillers américains arrivaient à Moscou dans le cadre d'une « assistance technique » financée par l'U.S. Aid. Représenté sur place par Jeffrey Sachs, puis par André Schleifer, Lawrence Summers, futur secrétaire au Trésor, était alors le « chef d'orchestre » de l'influence américaine en Russie. L'objectif était double : empêcher l'ancienne URSS de se reconstituer et intégrer la Russie dans le jeu américain, afin de permettre à Washington de disposer d'une entière liberté d'action dans le reste du monde. C'est dans ce cadre que le gouvernement américain apporta discrètement son aide au déclenchement de la guerre en Tchétchénie en décembre 1994, après avoir manifesté trois ans plus tôt quelques réticences devant les premières velléités d'indépendance de l'Ukraine.

Le renversement de tendance est intervenu après la crise financière mondiale de 1997-98, qui déclencha une crise au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et après l'intervention militaire en Irak, lorsque le gouvernement américain s'avéra incapable de faire légitimer sa politique par la communauté internationale. A partir de 1999, tandis que le couple

Londres-Washington devenait le pivot d'une politique de plus en plus militarisée (le « *hard power* »), les relations des Etats-Unis avec la Russie se sont rapidement détériorées.

Tandis que l'économie russe sortait de la crise grâce à des mesures allant à l'encontre du credo néolibéral, les Etats-Unis ont opposé à Vladimir Poutine des pratiques de guerre froide, la plus connue étant le projet d'installation de systèmes anti-missiles américains en Pologne et dans la République tchèque. La puissance américaine a dès lors été clairement perçue comme une menace pour la sécurité de la Russie et celle de ses alliés stratégiques. Dès lors, l'idée d'une alliance (un « front du refus ») visant à s'opposer à la politique de Washington est redevenue pensable au Kremlin.

Un tournant décisif a été la création, en juin 2001, de l'Organisation de coopération de Shanghaï (OCS), qui associe la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, avec l'Iran, l'Inde, le Pakistan et la Mongolie comme observateurs. Cette OCS, connue également sous le nom de « groupe de Shanghaï », n'a cessé de prendre de l'importance ces dernières années. En dehors de ses activités à caractère économique et commercial, elle a de toute évidence comme objectif prioritaire de permettre à la Chine et à la Russie de mieux contrôler leur territoire et de résister à l'avancée des Etats-Unis en Europe orientale et en Asie centrale.

Dans le cadre de ce « groupe », d'énormes accords énergétiques ont été signés l'an dernier entre Pékin et Moscou, tandis que se mettait en place une coopération militaire sino-russe sans précédent. Il ne faut donc pas s'y tromper : avec l'OCS, un nouveau pôle de sécurité mondiale est désormais en place. Il est puissant et va encore se renforcer dans les années qui viennent, surtout si l'Inde et l'Iran, qui n'y sont présents depuis 2005 qu'à titre d'« observateurs », en deviennent membres à part entière.

Les Américains suivent les activités de l'OCS avec une mauvaise humeur évidente. Le « groupe de Shanghaï » apparaît en effet bien placé pour réaliser cette alliance sino-russe contre laquelle Zbigniew Brzezinski mettait déjà en garde dans son livre *Le grand échiquier*, paru en 1997. « Si l'espace du milieu [l'ancienne Union soviétique] forme une alliance avec le principal acteur oriental [la Chine], écrivait Brzezinski, la domination américaine de l'Eurasie risque de décliner de façon dramatique ».

Le célèbre discours prononcé par Poutine lors de la conférence sur la sécurité organisée le 11 février dernier à Munich avait à cet égard une valeur programmatique. Deux points essentiels s'en dégageaient : le refus d'un monde « unipolaire » et la condamnation de la tendance de plus en plus marquée des Etats-Unis à intervenir au-delà de leurs frontières en s'affranchissant des règles du droit international. Face à l'affirmation planétaire de l'hégémonie américaine, et en bon élève de Carl Schmitt (selon qui le monde politique est nécessairement un « *pluriversum* »), Poutine critiquait sous le nom de « monde unipolaire » ce que les Américains appellent le « Nouvel Ordre mondial », et y opposait les contours d'un monde résolument multipolaire.

« Le modèle unipolaire n'est pas seulement inadmissible pour le monde contemporain, déclarait-il, mais il est même tout à fait impossible ». Ces propos revenaient à affirmer avec force qu'il n'existe pas, à l'échelle mondiale, de normes et d'intérêts pouvant fonder l'unipolarité, c'est-à-dire à refuser la thèse d'une dépolitisation des relations internationales

qui conduirait à les réduire aux « droits de l'homme » et aux « lois » de l'économie.

Par la suite, Poutine n'a cessé de redire que le seul droit commun possible est celui qui respecte la souveraineté de l'autre, c'est-à-dire un droit de coordination, et non de subordination. D'où l'importance donnée par la Russie de ce que le chef de l'administration présidentielle, Vyacheslas Surkov, a significativement appelé le concept de « démocratie souveraine », notion associant étroitement souveraineté politique et souveraineté économique. On sait d'ailleurs que la Russie a été le premier pays à décider de rembourser ses dettes par anticipation afin de se dégager de la tutelle du Fonds monétaire international (FMI).

Le 14 septembre dernier, lors d'une conférence de presse tenue dans sa résidence de Sotchi, sur la mer Noire, Poutine a eu ces mots révélateurs : « Aujourd'hui, il n'y a plus beaucoup de pays dans le monde qui soient encore souverains. On peut les compter sur les doigts d'une main ». Excellent stratège et calculateur froid, Poutine sait ce que représente la souveraineté. C'est une chance pour l'Europe de voir aujourd'hui la Russie militer pour un monde « multipolaire » qu'elle n'a pas la volonté ni le courage de défendre elle-même.

Alain de Benoist

(octobre 2007)